Fondation Jean Jaurès

EuropeSociété

IMAGINER UN NOUVEAU CONTRAT DE GENRE POUR L'ÉDUCATION

Andrea Petö

04/07/2025

Dans un contexte où les universités européennes se trouvent à la croisée des chemins d'une transformation néolibérale – entre privatisation et attaques contre les libertés académiques –, Andrea Petö, professeure en études de genre à l'Université d'Europe centrale (CEU), analyse les logiques illibérales à l'œuvre en Europe, en particulier en Hongrie, qui visent l'enseignement supérieur et, en particulier, les études de genre. Dans ce chapitre extrait de l'ouvrage *A New Gender Equality Contract for Europe* (Palgrave Macmillan), réalisé en partenariat avec la FEPS, l'autrice propose un nouveau contrat de genre pour l'éducation en Europe autour de trois dimensions : l'accessibilité, le contenu et le personnel de l'enseignement supérieur.

Ce texte est la traduction en français de la version anglaise du chapitre Imagining a New Gender Contract for Education *au sein de l'ouvrage A new gender equality contract for Europe (Palgrave Macmillan en partenariat avec la FEPS et la Fondation Jean-Jaurès). Elle a été réalisée par Laure-Anne Hayes.*

Tendances actuelles

« Que peut-on faire quand on ne peut rien faire ?[1] » Cette question très accrochante a été soulevée lors d'une récente conférence organisée par des chercheurs en études de genre à l'université Columbia de New York. Elle exprime un sentiment très présent chez la plupart des universitaires de nos jours : celui d'une impuissance face à la transformation globale de l'enseignement supérieur dans le contexte d'une pandémie et d'une guerre.

Ce chapitre soutient que les acteurs de l'enseignement supérieur, apparemment paralysés et non réactifs, contribuent à la diffusion d'alternatives illibérales en Europe. Ceci est d'autant plus important que l'enseignement supérieur européen va se transformer non seulement en raison des défis démographiques liés au départ à la retraite des universitaires de 1968, mais aussi parce que l'internationalisation comme processus rend l'enseignement supérieur vulnérable aux connexions illibérales qui poussent des idées illibérales au niveau mondial. L'analyse des défis posés aux

études de genre, qui les associe généralement à des réactions très défavorables, ne tient pas compte du fait que ces problèmes sont liés à des incertitudes financières : le véritable défi est l'approche axée sur les affaires du monde universitaire, car elle ouvre un espace pour la diffusion de connaissances illibérales. Ce chapitre s'appuie sur des exemples hongrois, mais le problème des États illibéraux dépasse le cadre national.

L'importance croissante de l'enseignement supérieur

L'importance des établissements d'enseignement réside dans le fait qu'ils sont des sites de production et de transmission de savoir, de formation de citoyens loyaux, d'authentification académique et de diffusion d'idées à l'étranger. Le système actuel d'évaluation académique, avec des facteurs d'impact et des résultats d'enseignement managériaux non transparents, a ouvert l'espace à des attaques illibérales[2]. Des interventions politiques dans le fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et le travail de leur personnel ont eu lieu dans plusieurs pays de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES ; en anglais : *European higher education area*, EHEA), et dernièrement en Hongrie. De récentes tendances alarmantes à la dé-démocratisation dans l'Union européenne (UE) ont également atteint le domaine de l'enseignement supérieur. La politique scientifique a été examinée en tant que lieu où se manifestent différentes politiques illibérales, mais pas comme un domaine à part entière. La propagation rapide de politiques scientifiques illibérales, telles que la fermeture de programmes d'études et d'instituts de recherche accrédités, la privatisation de l'enseignement supérieur et la nomination de dirigeants d'université sur la base de leur loyauté envers le gouvernement, exige non seulement une réaction, mais aussi une analyse critique.

L'importance de l'enseignement supérieur ne peut être surestimée. Les pays de l'UE inscrivent plus de la moitié de leurs jeunes dans l'enseignement supérieur ; la manière dont les connaissances sont produites, partagées et évaluées dans les établissements d'enseignement supérieur revêt donc une importance stratégique. Cependant, la politique scientifique est l'enfant prodigue des politiques européennes. Parce que la politique scientifique s'inscrit dans un cadre national et parce que la notion d'« excellence » et l'élitisme de la science se confondent avec le cadre politique et de pouvoir, la science est traitée comme une affaire interne pour un groupe restreint. Mais récemment, cette situation a fondamentalement changé en raison des défis posés par un État illibéral et le « managérialisme », ou gestionnariat néolibéral.

Il est facile d'énumérer d'autres défis, comme la démographie des étudiants : ils sont moins nombreux et ne considèrent pas nécessairement l'enseignement universitaire comme un bon investissement pour leur avenir. Les inégalités mondiales signifient que les étudiants étrangers

apportent de l'argent à la recherche et à l'enseignement supérieur européens sous-financés, mais le récent changement géopolitique fait d'eux une menace pour la sécurité. La nature structurelle de l'enseignement supérieur européen fait que le mouvement de 1968 a conduit à la création de nouvelles institutions, dont les chercheurs de premier plan partent lentement à la retraite (plus d'un tiers des professeurs en Europe prendront leur retraite d'ici 2030) et dont le remplacement n'est pas garanti en raison de contraintes financières. La redéfinition populiste de la science la présente également comme un ennemi. Elle remet en cause, dans le cadre de l'anti-intellectualisme, le monopole du savoir des experts et nie l'existence du Covid-19 et l'impact de la vaccination. La science et la recherche universitaire sont très similaires au Covid-19, étant tous deux des éléments non limités par les frontières nationales – on pourrait les qualifier d'« activités transnationales ». Comme les institutions et les acteurs scientifiques sont mondiaux, ce transfert illibéral sera plus rapide qu'auparavant[3]. L'internationalisme, qui était auparavant considéré comme la clé d'une bonne science, est aujourd'hui présenté comme une menace, car l'afflux d'étudiants parrainés par leurs gouvernements illibéraux dans l'enseignement supérieur européen risquerait de propager leurs idées illibérales à l'intérieur des frontières européennes. L'internationalisation de la science, qui était autrefois une garantie de qualité, est aujourd'hui un danger parce que les États illibéraux utilisent la science à des fins stratégiques et ne s'intéressent pas à l'éthique de la science. Le défi ne peut être relevé en contrôlant les frontières nationales.

Les défis du gestionnariat et de l'illibéralisme

L'EEES est confronté à ces défis importants, en particulier en ce qui concerne les études de genre, et il remet également en question l'égalité des genres. Ces défis sont généralement expliqués tels qu'ils sont apparus, en raison d'interventions politiques, de tendances à la dé-démocratisation et de la montée de forces illibérales dans divers pays européens[4]. Les implications de ces défis vont au-delà du milieu universitaire et ont un impact sur l'essence même de l'enseignement supérieur en tant que site de production, de transfert et de diffusion de savoir. Ces explications ignorent toutefois l'impact dévastateur de la transformation néolibérale de l'enseignement supérieur. La commercialisation de l'éducation et l'influence de la science mondiale dominée par l'anglais perpétuent les inégalités mondiales héritées du colonialisme. Le concept de science globale fait référence à une science sélectionnée de langue anglaise ; toutes les connaissances ne sont pas produites dans les pays anglophones et les chercheurs réfugiés doivent franchir deux obstacles : l'intégration dans le système d'enseignement supérieur du pays d'accueil et l'utilisation de la science globale comme critère de référence pour les institutions. Les inégalités mondiales héritées du colonialisme sont également construites et maintenues par les établissements d'enseignement supérieur et l'afflux récent de chercheurs réfugiés a rendu ces contradictions encore plus visibles[5]. Il y a une incertitude financière, car l'enseignement supérieur européen est

basé sur un modèle financier insoutenable et, par conséquent, le retrait continu des fonds du secteur public rend l'enseignement et ses travailleurs vulnérables. Cette situation est aggravée par l'appauvrissement de l'UE dû à la baisse de la compétitivité et à l'augmentation des dépenses militaires, qui ont récemment été motivées par des agendas géopolitiques et commerciaux qui remettent en question l'ancienne approche fondée sur les droits. Les politiques néolibérales aggravent les inégalités intra- et internationales.

Les réformes universitaires axées sur l'entreprise, l'externalisation du contenu des cours, la décentralisation de la science et le remplacement de l'enseignement humain coûteux par des alternatives technologiques moins chères sont souvent présentés comme des solutions de rechange. La « valeur d'un diplôme universitaire » est comprise en termes de « retour sur investissement », comme un bien mesurable. Les étudiants sont leurs propres entrepreneurs, investissant rationnellement dans des compétences qui les rendent compétitifs sur le marché. L'impact de l'intelligence artificielle sur l'imagination sociale se produira par le biais de l'éducation et de la transformation de l'éducation en une usine à compétences, en alliance avec des alternatives politiques illibérales remettant en question le lien nécessaire entre l'excellente production de connaissances et les valeurs libérales.

La commercialisation de la production de connaissances et de l'apprentissage et la dé-démocratisation se rejoignent, car elles utilisent toutes deux le langage de l'excellence et visent à améliorer les capacités entrepreneuriales et les performances individuelles[6]. Il ne s'agit pas d'un retour en arrière par rapport au « bon vieux temps » ; ce n'était pas le bon vieux temps. La situation est nouvelle : ce que nous voyons aujourd'hui n'est pas un retour en arrière temporaire, mais un phénomène fondamentalement nouveau qui a été lancé dans le but d'établir un nouvel ordre mondial. Il s'agit d'une lutte pour la socialisation au sens gramscien, une réponse néoconservatrice nationaliste à la crise que subit l'ordre mondial néolibéral. Cette guerre est menée dans le domaine de la science. Et indépendamment de notre volonté de participer, nous sommes tous impliqués. Cette attaque utilise parfois le jargon néolibéral déjà établi pour mesurer l'excellence académique, mais elle revient parfois à la terminologie du XIX^{e} siècle pour promouvoir « l'intérêt national » et le christianisme comme critères d'une bonne science. L'analogie avec l'autoritarisme (analogies historiques avec l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, le bloc communiste pendant la guerre froide) est trompeuse. Le gestionnariat néolibéral (impact, indicateurs, excellence, résultats scolaires, etc.) se présente comme « s'il n'y avait pas d'alternative ». Cependant, comme nous l'expliquons dans la conclusion, il y a eu plusieurs autres modes de production de connaissances, plus inclusifs, dans le passé, qui continuent d'inspirer les institutions nouvellement créées.

Dans les pays où l'État a été capturé par des forces illibérales, l'ensemble de l'enseignement

supérieur et de la recherche est aujourd'hui attaqué en raison d'une relation fondamentalement nouvelle entre l'État et les citoyens qui paient des impôts. Les pays ayant connu la néolibéralisation, qui a fondamentalement affaibli les institutions de l'État sous le slogan de l'excellence et de l'efficacité économique, ont créé un État qui est fort pour les forts et faible pour les faibles, ce qui signifie que l'État décide qui sont les citoyens dignes d'intérêt qu'il sert.

Conséquences d'une prise de contrôle illibérale

La prise de contrôle des établissements publics d'enseignement supérieur avec un récit de menace et de haine entraînera une sécurisation accrue : les programmes scolaires seront contrôlés, des systèmes de vidéosurveillance des salles de classe seront installés et de nouvelles applications gratuites seront annoncées sur les campus pour dénoncer les enseignants à l'administration. L'autorité académique accordée par ces organisations illibérales est nécessaire non seulement pour légitimer leur programme idéologique mais, surtout, pour garantir un futur emploi de partisans loyaux qui formeront par la suite d'autres partisans loyaux, créant ainsi une continuité personnelle dans le cycle de vie des établissements d'enseignement et de recherche existants. L'enseignement supérieur a été transformé en une entreprise commerciale motivée par des indicateurs économiques.

Les exemples venant d'États illibéraux comme la Hongrie pourraient certes être faciles à implanter, mais ils risquent de renforcer l'isolement et de réduire les échanges universitaires dans le domaine de l'enseignement supérieur. La politique universitaire néolibérale, qui repose sur les inégalités de genre, est une condition préalable à la politique illibérale. Celle-ci est difficile à reconnaître comme une nouveauté parce qu'il est difficile de distinguer le vocabulaire des acteurs illibéraux de celui de la politique néolibérale. La réaction à la néolibéralisation de l'enseignement supérieur est la nouvelle vague d'institutionnalisation par les forces illibérales. La nouvelle vague de création d'institutions par des forces illibérales, la prise de contrôle d'institutions publiques par des États illibéraux et l'attaque de disciplines (études de genre, études critiques sur la race) sont les signes d'une nouvelle ère.

L'histoire de la Central European University (CEU), une université privée américaine située en Hongrie et aujourd'hui contrainte de déménager à Vienne, en Autriche, et qui se déplace d'un pays européen à un autre, nous aide à nous demander si seules les universités publiques peuvent servir le bien public. Dans les faits, si l'État est capturé par la mafia et fonctionne comme un groupe mafieux, une université privée peut servir de phare à la liberté académique. C'est la raison pour laquelle la CEU a dû quitter la Hongrie. Bien sûr, ce processus n'est pas seulement une « orbanisation », même s'il est facile de mettre les changements structurels, ou un changement de

paradigme, sur le dos d'une seule personne – cela aide à normaliser ce changement de paradigme troublant avec l'orientalisation. Ce qui se passe est encore plus dangereux, car cette capture illibérale de l'État utilise un langage néolibéral détourné de l'excellence, de la compétitivité, de l'impact, de l'action sociale et des indices pour désigner les dirigeant(e)s parlant des droits des femmes. Cela conduit à une autre caractéristique (qui entraîne un « somnambulisme »), à savoir le concept de « pragmatisme illibéral », signifiant que tout est permis. Si un argument ne fonctionne pas, cela ne pose pas problème, car un autre est appliqué – qui peut être tout le contraire du premier. Le contenu de l'argument a peu d'importance. Les intellectuels, les scientifiques et les hommes politiques progressistes consacrent un temps et une énergie considérables à l'analyse et à la compréhension d'un phénomène impossible à analyser et à comprendre. Cette tâche impossible contribue également à l'épuisement et à la dépression des forces progressistes.

Les politiques néolibérales axées principalement sur l'aspect financier ont réduit les universités à de simples centres de formation, privilégiant les intérêts des entreprises au détriment de la pensée critique et des études interdisciplinaires, en particulier dans des domaines tels que les sciences humaines et sociales, qui sont souvent associées aux études de genre. Cette pression financière étouffe la liberté académique et limite la capacité à mener des recherches critiques. En même temps, elle a ouvert des espaces pour l'offre illibérale dans l'enseignement supérieur.

Les études de genre en tant qu'étude de cas

Les attaques contre les études de genre sont liées à la néolibéralisation du monde universitaire, qui rend sa structure vulnérable. L'émergence des mouvements anti-genre, en réaction à la triple crise de 2008 – financière, sécuritaire et migratoire – suivie de la pandémie et de la guerre en Europe, a radicalement changé le cadre dans lequel les études de genre opèrent en Europe. Les mouvements anti-genre sont des mouvements néoconservateurs populistes qui, en réponse à la crise de l'ordre mondial néolibéral, utilisent le concept de « genre » pour se mobiliser contre les études de genre, les droits des LGBTQIA+ , la convention d'Istanbul, l'éducation sexuelle à l'école et les organisations internationales, telles que l'UE, l'ONU et l'OMS. Certains représentants sont liés à différentes églises ; d'autres sont des non-croyants qui utilisent des positions anti-genre pour critiquer le néolibéralisme[7]. Il s'agit d'un mouvement de socialisation gramscien qui vise à instaurer un nouvel ordre mondial. L'un des lieux où ce nouvel ordre mondial est créé est l'éducation.

La montée des forces illibérales, associée à la montée du nationalisme et du populisme, exacerbe encore les défis auxquels sont confrontées les études de genre et l'égalité de genre dans l'enseignement supérieur[8]. L'un des principaux défis est l'interférence du gouvernement dans les établissements d'enseignement supérieur, qui se traduit par la révocation des licences pour les

programmes d'études de genre sans consultation et le refus de financement de ces programmes pour des raisons idéologiques. Cette situation porte atteinte à l'autonomie académique des établissements et entrave la poursuite des connaissances dans le domaine des études de genre, perpétuant ainsi les inégalités entre de genre entre femmes et hommes. Les acteurs illibéraux remettent en question la légitimité des études de genre en tant que discipline scientifique et utilisent des arguments pseudo-scientifiques pour soutenir leurs programmes idéologiques. En outre, les établissements d'enseignement supérieur sont devenus vulnérables aux menaces physiques et aux attaques contre les universitaires qui se consacrent aux études de genre et à d'autres domaines de recherche essentiels. Cette situation entrave la liberté académique et suscite des inquiétudes quant à la sécurité des universitaires qui poursuivent de telles études. Compte tenu de ces défis, il est essentiel d'aborder ces problèmes et de trouver des solutions qui respectent les principes de liberté académique, d'égalité des genres et d'intégrité scientifique. La section suivante analyse comment « l'accès à » , « le contenu de » et « le personnel de » l'enseignement supérieur peuvent y parvenir.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Pertinence pour la réalisation d'un nouveau contrat de genre

Le nouveau contrat de genre pour l'éducation doit prendre en compte trois aspects : l'accessibilité, le contenu et le personnel.

Accessibilité

L'élaboration d'une utopie féministe a été liée dès le départ au droit à l'éducation. Avoir des tuteurs privés ou étudier dans des institutions autorisées à diffuser des connaissances autorisées n'était pas seulement un outil de mobilité sociale, mais aussi un outil de conservation des hiérarchies sociales, y compris l'exclusion des femmes de la sphère publique. Les établissements d'enseignement supérieur publics et de masse étaient le résultat et les institutions de la nation, des projets de construction de l'État et de la modernisation libérale, censés faciliter la mobilité sociale et la production des connaissances nécessaires à ces projets. L'université était à l'origine un

espace autonome d'autogouvernance (l'origine des universités était *universitas*). Les questions relatives à l'enseignement supérieur, telle que la possibilité de mener des recherches scientifiques et d'étudier, est devenue un élément important des droits humains garantis par les Constitutions. L'enseignement supérieur fournit également une autorisation académique ainsi que des opportunités d'emploi.

Tout au long de la longue histoire de l'éducation, les femmes et les hommes ont été traités très différemment. Il en va de même dans les établissements d'enseignement – écoles, crèches et universités – et cela se voit dans la manière dont les possibilités d'apprentissage des enfants et des jeunes sont réglementées, ainsi que dans la conception et l'élaboration des programmes et du matériel pédagogique.

Outre les analyses des différences ethniques, de classe, nationales et autres, l'histoire de l'éducation soulève également des questions de genre. L'école elle-même (et même l'école maternelle) est une étape importante sur la voie de la préparation des enfants à leurs futurs rôles genrés. Dans les établissements d'enseignement, les garçons et les filles étaient explicitement encouragés à jouer à certains jeux et dissuadés d'autres. L'objectif était de veiller à ce que les enfants adoptent des comportements adaptés à leurs futurs rôles masculins et féminins.

Les femmes bénéficiant de privilèges ont remis en question la logique selon laquelle elles étaient exclues du processus de production et de transmission des connaissances. Dans la cité idéale imaginée par Christine de Pisan (1365-1429), les femmes étudiaient et faisaient partie de la sphère publique. La modernité européenne s'est également penchée sur la question de la participation des femmes à la sphère publique. En Europe, les institutions éducatives féminines ont été influencées par les idées des Lumières. Elles ont été fortement influencées par les idées du pédagogue suisse Pestalozzi (1746-1827), qui a analysé la relation entre la famille et la vie sociale et a souligné le rôle de la mère en qu'éducatrice. Ses idées ont délimité et, en même temps, placé dans un contexte social strict le champ de l'éducation des femmes, qui était caractérisé par la prédominance des responsabilités familiales.

En tant que forme de protestation, les femmes qui le pouvaient ont organisé des clubs de lecture, des cercles de lecture et de débat et ont fondé des associations. Cette auto-organisation discrète peut constituer une ressource importante pour repenser l'avenir de l'enseignement supérieur en Europe. Parallèlement à la construction de l'État-nation, de plus en plus de citoyens ont été intégrés dans l'enseignement inférieur et supérieur : le distributeur de prestige et d'autorité du savoir est resté fermé aux femmes. Cette situation a progressivement changé grâce à l'octroi aux femmes du droit d'obtenir un diplôme d'études secondaires en tant qu'étudiantes régulières, voire

irrégulières ou privées, et d'être admises dans les universités européennes à partir de la fin du XIX[e] siècle.

L'accès à l'enseignement supérieur et à la recherche ne s'est pas fait sans heurts. Les mouvements d'émancipation des femmes à travers l'Europe se sont concentrés sur l'élargissement de l'accès à l'éducation, l'ouverture de la profession d'enseignant aux femmes et l'inclusion de contenus éducatifs pertinents pour les femmes. Ces revendications restent inchangées aujourd'hui, même si le droit à l'éducation fait désormais partie de la Constitution. L'enseignement supérieur est devenu un bien public fondamental et, si le débat autour de cette notion se concentre souvent sur l'accès du public à cet enseignement, il porte également sur ce qui est enseigné et sur la manière dont cela est enseigné. L'éducation et la citoyenneté sont étroitement liées. L'État, après avoir gagné la lutte contre différentes églises, détermine le contenu de l'enseignement et le système d'autorisation académique. De plus, les membres de la communauté universitaire, individuellement ou collectivement, doivent être libres de poursuivre, de développer et de transmettre des connaissances et des idées, par le biais de la recherche et de l'enseignement, oralement et par écrit. Le concept de liberté académique garantit la liberté des individus de remplir leurs fonctions sans discrimination ni crainte de répression de la part de l'État ou de tout autre acteur.

Petit à petit, l'État a ouvert des possibilités pour l'éducation des femmes, et la croyance que l'État continuerait à le faire a été instaurée. Cependant, la stratégie illibérale de capture de l'État modifie fondamentalement les options, les stratégies et les opportunités. L'option consistant à exclure les femmes de l'enseignement supérieur en raison de leur travail non rémunéré et de leurs capacités reproductives n'est pas si improbable. Après qu'un rapport de la Cour des comptes hongroise, le *Pink Education Report* (« rapport d'éducation rose »), a affirmé que l'État ne devrait pas investir de fonds publics dans l'enseignement supérieur des femmes, car elles prendront un congé maternité et leur carrière professionnelle ne sera jamais à la hauteur des dépenses publiques consacrées aux coûts de leur enseignement supérieur, des examens d'entrée oraux pour les professions les plus prestigieuses ont été introduits. Au lieu d'un examen d'entrée écrit et anonyme, c'est le corps des candidats qui déterminera s'ils ont accès à l'enseignement supérieur[9].

L'accès peut également être un indicateur, car la néolibéralisation réduit l'inclusion, comme le souligne Sara Ahmed[10]. Ce paradigme de la diversité a été utilisé pour adapter le monde universitaire à la commercialisation : « La diversité a une valeur commerciale et peut être utilisée comme un moyen non seulement de commercialiser l'université, mais aussi de faire de l'université un marché. D'autres ont appelé cela le « modèle Benetton » de la diversité, dans lequel la diversité devient un style esthétique ou un moyen de « changer l'image » d'une organisation [… et] en tant que terme de gestion[11] ».

En ce qui concerne la libéralisation, les trois principaux moyens à cette fin sont d'élargir l'accès à l'éducation, d'ouvrir la profession d'enseignant aux femmes et d'inclure des contenus éducatifs pertinents pour les femmes.

Contenu

Suite à 1968 et à l'effondrement du communisme, la liberté académique de déterminer le contenu de l'enseignement était considérée comme acquise, mais les choses ont changé. La politique scientifique illibérale utilise quatre stratégies pour saper l'enseignement supérieur européen[12]. La première consiste à briser les normes établies en matière de liberté académique, par exemple à travers la fermeture des études sur le genre et d'autres programmes académiques considérés comme non pertinents pour le marché du travail (« breaking »). C'est l'argument utilisé par le gouvernement hongrois en 2017 lorsqu'il a supprimé une maîtrise de deux ans en études de genre de la liste des études accréditées. Indépendamment, le programme de maîtrise enseigné en anglais à la CEU avait des données de placement fantastiques à l'échelle internationale, et le programme de maîtrise enseigné en hongrois n'avait aucun diplômé au moment de sa suppression de la liste d'accréditation. La seconde consiste à se conformer aux lois (ou politiques) existantes mais d'en contredire l'objectif fondamental en sapant les structures institutionnelles existantes (« bending »)[13]. L'utilisation des réglementations institutionnelles existantes pour réduire le financement, fermer des unités indépendantes ou contourner les processus d'élection démocratique des dirigeants universitaires pour parachuter de nouveaux dirigeants sans légitimité mais proches du gouvernement sont des formes d'entorse à la loi. La privatisation de la plupart des établissements d'enseignement supérieur hongrois s'est déroulée en deux semaines, et des commissaires loyaux ont été nommés au conseil d'administration. La troisième est la forge (« forging »), qui utilise des méthodes extralégales : menaces personnelles et informelles, réécriture des règlements à des fins idéologiques, délégitimation de certaines formes d'enquête, application de paramètres tels que la manipulation du volume des inscriptions d'étudiants qui peuvent être généralement pertinents pour l'enseignement supérieur, mais dont l'application peut permettre une discrétion administrative. La quatrième est la déspécification (« de-specification »), c'est-à-dire la réorganisation des programmes éducatifs : l'intégration ou la dissolution de programmes qui impliquent une redéfinition discursive du contenu de l'enseignement. Il s'agit également d'une forme de « capture du discours », lorsque, au cours du processus de réorganisation, des organismes extérieurs et des experts sélectionnés définissent et redéfinissent le contenu éducatif pour promouvoir des objectifs idéologiques. Dans le cas des études de genre, le fait de rebaptiser les programmes et cours éducatifs « études familiales » est un processus de dé-spécification utilisé de la Russie à la Turquie et à la Hongrie.

Les espoirs infondés de collègues dans l'enseignement supérieur, qui pensent que leur tour d'ivoire académique résistera aux tremblements de terre provoqués par une politique scientifique illibérale, se reposent sur l'illusion qu'il y a déjà eu plusieurs tendances illibérales dans les politiques de l'enseignement supérieur, comme la privatisation de l'enseignement supérieur, l'autorisation du développement de structures éducatives parallèles où le contenu de l'enseignement est différent de celui de l'enseignement supérieur public, ou la nomination de commissaires à des postes de direction. Ces mesures n'ont pas fondamentalement modifié le cadre structurel de l'enseignement supérieur.

Personnel

L'élaboration d'utopies féministes s'est faite à l'intérieur et à l'extérieur de l'infrastructure et des institutions existantes, avec la création de nouvelles institutions. Les universitaires sont arrivés dans le domaine des études de genre par trois voies.

La première voie vers l'institutionnalisation consiste à accréditer les études de genre en tant que discipline distincte, ce qui n'a pas été le cas, même au niveau de l'UE, car les programmes de financement de la Commission européenne ne reconnaissent pas les études de genre en tant que discipline distincte. La deuxième étape consiste à inclure les approches des études de genre dans les disciplines traditionnelles des sciences humaines, telles que l'histoire, les études littéraires ou la linguistique. C'est le deuxième facteur qui a contribué à l'institutionnalisation des études de genre : les études littéraires féministes et la linguistique, ainsi que les départements d'études anglaises et américaines, ont joué un rôle clé dans ce développement. Le fait que les études sur le genre étaient principalement ancrées dans les sciences humaines et moins dans les sciences sociales a contribué au « tournant culturel » des études sur le genre.

Le troisième facteur était les ONG de femmes en relation étroite avec les acteurs de la société. Les études de genre se sont toujours développées en étroite relation avec la société dont elles font partie, se répondant mutuellement et chacune façonnant le climat intellectuel de l'autre. Les études féminines sont non seulement axées sur la documentation et la recherche, mais elles dispensent également un enseignement de niveau universitaire sur les études de genre en dehors de la structure institutionnelle des universités. Les formations proposées par les ONG se sont concentrées sur la violence domestique, l'entreprenariat féminin et la tolérance LGBTQIA+ et, tout en s'appuyant principalement sur des ressources externes, ont poussé à des changements de normes et d'attitudes. Ces ONG ont également créé des bibliothèques et des programmes de publication. Les attaques illibérales peuvent interdire les études sur le genre, licencier et emprisonner les universitaires et fermer les ONG, de sorte que les cercles éducatifs non formalisés

peuvent avoir plus d'influence en ce qui concerne la résistance et la construction d'un savoir alternatif.

Actions concrètes

La politique scientifique néolibérale, qui repose sur l'inégalité des sexes, est une condition préalable à la politique scientifique illibérale, et cette politique illibérale est difficile à reconnaître comme une nouveauté parce qu'il est difficile de distinguer son vocabulaire (utilisé par ses acteurs illibéraux) du vocabulaire de la politique scientifique néolibérale.

On aurait pu espérer plus tôt que les universitaires d'élite enfermés dans les tours d'ivoire de la science seraient en mesure de tenir à distance les pouvoirs populistes du discours scientifique alternatif. Les outils dont ils pensent disposer dans cette lutte sont les concepts d'excellence, les facteurs à fort impact et les indices contre la reconstruction néolibérale pour protéger l'autonomie et la liberté académique. Aujourd'hui, il est clair pour la plupart des gens que cette stratégie n'est pas seulement insoutenable, mais aussi nuisible. Comme il s'agit d'une auto-illusion, cette inaction donne le feu vert aux deux dangers qui menacent la science.

Le premier danger est que, dans un nombre croissant de pays, l'État devient un fugitif de l'illibéralisme. Le lien entre le libéralisme et le travail académique est remis en cause. Penser que ce nouveau mode de gouvernance n'influencera pas la vie scientifique ailleurs, ou que sa remise en cause des contenus, des institutions et de la pertinence sociale et donc du financement public de la connaissance s'arrêtera aux frontières (seulement à votre propre frontière), serait une erreur. Dans un certain nombre de pays, le fondement même de la science, la liberté d'expression et la recherche de la vérité sont criminalisés ou délégitimés par l'État.

Le deuxième danger est que nos universités néolibérales sur-bureaucratisées, avec leur obsession du facteur d'impact et leur enseignement en forme de courroie de transmission, bien qu'elles soient compétentes dans de nombreux domaines, ne sont plus adaptées à la formation de penseurs responsables et critiques. En se conformant à ce système, on contribue à son succès. Alors qu'un investissement personnel de plus en plus important est nécessaire, parfois même au prix d'un épuisement professionnel, pour maintenir ce système, les résultats sont de moins en moins significatifs.

L'enseignement supérieur s'est également transformé au cours de ce processus : le pourcentage d'établissements publics d'enseignement supérieur a diminué et l'accès à l'enseignement supérieur est redevenu un privilège, et non un droit humain fondamental. L'ensemble de l'enseignement

supérieur hongrois a été privatisé en l'espace de deux semaines (!), ce qui a signifié la perte de l'autonomie et de la liberté de décider quoi enseigner et comment. Parallèlement à la privatisation, les salaires des enseignants ont été doublés et triplés, ce qui a contribué à normaliser la perte d'autonomie académique et à la conformation à la politique scientifique illibérale hongroise.

Aujourd'hui, au milieu de la résurgence de l'analyse des analogies historiques, il existe une réelle incertitude quant à la période de transition dans laquelle nous vivons. Les historiens comparent l'Allemagne de Weimar aux États-Unis actuels, et certains collègues italiens affirment que les fascistes y sont déjà au pouvoir. Le suivi des développements en Floride prouve que l'expression d'Éric Fassin, la phase néofasciste du néolibéralisme, est plus appropriée que jamais[14]. Mais dans les deux cas, les établissements d'enseignement supérieur ont continué à fonctionner dans ces pays. Cependant, très vite, la première vague de migrants intellectuels a quitté ces pays avant d'être emprisonnée et tuée. Le réenchantement du combat politique au-delà des chiffres électoraux et des propositions politiques est la première étape. On peut en tirer de la force en tant qu'individu, la joie physique de mener un bon combat. Nous devons également puiser de la force dans notre combat fondé sur des valeurs, car nous savons qu'il sera long. Il n'y a qu'une chose que nous ne pouvons pas éviter lorsqu'il s'agit d'un combat : le mener. Ne pas se battre signifierait la perte de notre droit à la protection passionnée de la science libre, qui est le fondement de tout travail scientifique.

Comment peut-on tirer une joie physique de son travail académique ? Ce serait le type d'éducation, fondé sur un travail intellectuel rigoureux, la passion et le volontariat, que nous avons reçu des séminaires de l'Université volante de Budapest pendant le communisme. C'est la tradition représentée par la CEU, où je suis professeure engagée depuis maintenant trente-deux ans. Cette approche passionnée et libre de la science entre nécessairement en conflit avec le contrôle hiérarchique de l'éducation, qui considère toujours les citoyens comme des sujets à surveiller – comme dans le cas de la CEU, qui a été contrainte à l'exil d'un État membre de l'UE à l'autre. La liberté de la science et la passion de faire de la science ensemble ouvrent la possibilité d'une résistance intellectuelle. Mais cette liberté ne va pas de soi. Il y a des moments où il faut se battre pour elle, quand le combat semble sans espoir, et que l'on se sent épuisé et fatigué. En conclusion, les défis auxquels est confronté l'enseignement supérieur européen, en ce qui concerne les études de genre et l'égalité femmes-hommes, exigent des efforts proactifs et collectifs de la part des universitaires, des institutions, des gouvernements et de la société civile. Ce n'est qu'en s'engageant en faveur de la liberté académique, de l'égalité de genre et de la diversité que l'enseignement supérieur européen pourra véritablement prospérer et contribuer à l'avancement des connaissances et au progrès social.

Recommandations politiques

Les attaques contre la science et la construction d'une politique scientifique offrent une opportunité politique, car elles créent une reconnaissance paradoxale : l'importance de la science devient évidente[15]. Il est temps de mener des débats de fond sur le rôle de la science ainsi que sur celui des universitaires et de leurs institutions. Il existe une opportunité politique si la liberté académique pour les études de genre est incluse dans les différents classements des universités. La création de nouvelles alliances, ainsi que la formation de nouvelles institutions, est une opportunité.

L'histoire peut être notre alliée pour nous permettre d'apprendre des expériences précédentes : sous le communisme, par exemple, les sphères privées semi-publiques comme la cuisine servaient de nouveaux sites de résistance[16]. Parmi les exemples de nouvelles institutions comme alternatives aux institutions néolibérales en tant que sites de production de connaissances, citons la plateforme académique Birarada en Turquie, l'université Bibo en Hongrie, l'anti-université en Russie, l'off-university en Allemagne, le SAR's Americas Academic Freedom Hub aux États-Unis, l'Academy in Exile en Allemagne, le CEPIA au Brésil, le New University in Exile Consortium aux États-Unis et l'UNE aux Pays-Bas. La question cruciale est de savoir si le travail des féministes universitaires répond aux attentes de ce que Fassin a appelé la « double exposition », étant donné que les mouvements, les manifestations et les discours anti-genre ont apporté une reconnaissance nationale et internationale aux chercheurs en études de genre[17]. L'exposition publique du genre en tant que concept analytique et des études de genre en tant science a rendu la profession encore plus politique, car elle s'est retrouvée dans une lutte politique ouverte. Dans un sens, ceci n'est pas nouveau, car les études de genre ont toujours entretenu un dialogue étroit avec l'activisme social.

L'UE devrait envisager de revoir le financement des programmes d'échange avec les pays qui ignorent le cadre européen d'assurance qualité et la valeur de la liberté d'enseignement, comme dans le cas des universités hongroises exclues des programmes-cadres Horizon (« Horizon Framework Programmes »). Les gouvernements nationaux devraient revoir les programmes d'échanges bilatéraux avec les pays qui violent la liberté académique. Les établissements d'enseignement supérieur doivent être vigilants et intransigeants sur l'autonomie de l'éducation, en rejetant l'autocensure et les menaces gouvernementales. Tous les universitaires devraient veiller à préserver l'autonomie des établissements d'enseignement et à partager des informations sur le processus de dé-démocratisation.

Conclusion

Renforcer la liberté académique : les gouvernements et les établissements d'enseignement supérieur doivent travailler ensemble pour préserver la liberté académique, en veillant à ce que les universitaires puissent poursuivre leurs recherches et leur enseignement sans craindre la répression ou la censure.

Trouver des alternatives pour créer de l'espace pour le travail académique : soutenir une nouvelle vague de fondations d'universités pour relever les nouveaux défis, comme cela s'est produit après la Première Guerre mondiale à la suite de l'émigration massive de chercheurs réfugiés aux États-Unis ; dans les universités publiques après 1968 ; l'Institut universitaire européen à Florence, à la suite de l'intégration européenne, et la CEU en 1991, à la suite de l'effondrement du communisme.

Promouvoir l'égalité de genre : les universités devraient promouvoir activement l'égalité de genre et l'inclusion dans leurs politiques, leurs programmes d'études et leurs activités de recherche. Cela implique l'intégration des perspectives de genre dans toutes les disciplines et la promotion de la représentation des femmes aux postes de direction des universités.

Plaidoyer et solidarité : les universitaires, les institutions académiques et la société civile devraient s'engager dans des efforts de plaidoyer pour protéger les études sur le genre et d'autres domaines de recherche critiques contre les interférences idéologiques. Le renforcement de la solidarité avec les communautés universitaires internationales peut contrer l'isolement et faciliter le soutien en temps de crise.

Diversité des sources de financement : encourager la diversité des sources de financement de la recherche peut contribuer à réduire la dépendance sur des financements publics peu libéraux, en permettant aux chercheurs de poursuivre leurs travaux sans interférence idéologique.

Collaboration internationale : la promotion de la collaboration internationale et des échanges universitaires peut renforcer les études sur le genre et garantir que les chercheurs travaillant dans des environnements difficiles aient accès à des ressources et du soutien.

Éduquer le public : il est essentiel de sensibiliser le public à l'importance des études de genre et au rôle qu'elles jouent dans la promotion de l'égalité de genre. Il s'agit d'inciter le public, les décideurs politiques et les parties prenantes à comprendre la valeur de ce domaine.

Résilience et adaptabilité : les établissements d'enseignement supérieur doivent s'adapter à des

circonstances changeantes, tout en maintenant leur engagement en faveur de la liberté académique et de l'égalité de genre, et en augmentant les dépenses de l'État en faveur de l'enseignement supérieur.

1. Citation originale : « What can be done when nothing can be done? »
2. Wendy Espeland et Michael Suder, *Engines of anxiety: Academic rankings, reputation, and accountability*, Russell Sage Foundation, 2016.
3. Andrea Pető, « The illiberal polypore state and its science policy », dans Ninna Mölner, *The many faces of the far right in the post-communist space a comparative study of far-right movements and identity in the region*, CBEES, 2022, pp. 33-42.
4. Weronika Grzebalska et Andrea Pető, « The gendered modus operandi of the illiberal transformation in Hungary and Poland », Women's Studies International Forum, 68 (mai-juin), 2018, pp. 164-172.
5. Seçkin Sertdemir Özdemir, Nil Mutluer et Ersa Özyürek, « Exile and plurality in neoliberal times: Turkey's academics for peace », *Public Culture*, 31 (2), 2019, pp. 235-259.
6. Mark Olssen, et Michael A. Peters, « Neoliberalism, higher education, and the knowledge economy: From the free market to knowledge capitalism », *Journal of Education Policy*, 20 (3), 2005, pp. 313-345.
7. Weronika Grzebalska, « Why the war on 'gender ideology' matters – and not just to Feminists », Visegrad Insight, 7 mars 2016.
8. Andrea Pető, « Academic freedom and gender studies: An alliance forged in fire », *Gender and Sexuality Journal*, 15, 2020, pp. 9-24.
9. Le rapport a été retiré de la page de la Cour des comptes hongroise : Zsuzsanna Balázs, « MTA: Az Állami Számvevőszék pink education jelenségről írt elemzése megalapozatlan és káros », 21 septembre 2022.
10. Sarah Ahmed, *On being included: Racism and diversity in institutional life*, Duke University Press, 2012, p. 53.
11. Citation originale : « Diversity has a commercial value and can be used as a way not only of marketing the university but of making the university into a marketplace. Others have called this the 'Benetton model' of diversity, in which diversity becomes an aesthetic style or a way of 'rebranding' an organization [… and] as a management term ».
12. Yasmine Ergas, Jazgul Kochkorova, Andrea Pető et Natalia Trujillo, « Disputing "gender" in academia: Illiberalism and the politics of knowledge », *Politics and Governance*, 10 (4), 2022, pp. 121-131.
13. Andrea Pető, « The illiberal academic authority: An oxymoron? », Berichte Für Wissenschaftsgeschichte, 44 (4), 2021, pp. 461-469.
14. Éric Fassin, « The neo-fascist moment of neoliberalism », Open Democracy, 10 août 2018.
15. Éric Fassin, « The neo-fascist moment of neoliberalism », Open Democracy, 10 août 2018.
16. Andrea Pető et Judith Szapor, « Women and "the alternative public sphere": Toward a new definition of women's activism and the separate spheres in East Central Europe », *NORA-Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, 12 (3), 2010, pp. 172-181.
17. Andrea Pető, « How are anti-gender movements changing gender studies as a profession? », *Religion and Gender*, 6 (2), 2017, pp. 297-299.